

Comment l'UE compte se réindustrialiser

COMPÉTITIVITÉ Le commissaire Stéphane Séjourné a dévoilé hier un projet de loi destiné à promouvoir le «made in Europe» face à la concurrence chinoise. Le champ d'action de cette préférence économique continue de faire l'objet de vifs débats

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Il était très attendu. Mais aussi très disputé, ce qui lui a valu d'être reporté plusieurs fois. C'est finalement hier que la Commission européenne a présenté son plan visant à réindustrialiser le continent, renforcer la compétitivité de l'Europe et lutter contre la concurrence chinoise. L'Industrial Accelerator Act (IAA), défendu par Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la Prospérité et de la Stratégie industrielle, est souvent résumé à deux slogans: «Buy European» ou «Made in Europe». Et la Suisse n'en sera pas écartée. C'est du moins ce qu'a promis la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Interrogée à ce propos lundi, en marge de la cérémonie de signature des paquets d'accords Suisse-UE avec le président de la Confédération, Guy Parmelin, elle a été très claire: la Commission n'a «aucun intérêt à exclure la Suisse, qui est un partenaire important». Berne respire.

Concrètement, la législation vise à préserver, redynamiser et décarboner des secteurs industriels stratégiques en difficulté, comme la filière automobile étouffée par la concurrence chinoise, qui pourrait perdre jusqu'à 600 000 emplois dans les cinq à dix ans à venir. Objectif: ramener l'industrie à 20% du PIB européen d'ici à 2035, contre 14% aujourd'hui. C'est bien la mise en place d'une «préférence européenne» qui est la mesure phare du projet Séjourné. Et qui a provoqué des crissements de dents à cause de son caractère protectionniste pas vraiment au goût de tous. «C'est plus qu'un simple changement de mode opératoire, c'est un changement de doctrine encore impensable il y a seulement quelques mois», a confirmé mercredi le vice-président de la Commission.

«Faire ce que nous n'avons jamais osé faire»

Stéphane Séjourné s'est attaqué à un tabou. Pour tenter de mieux faire passer son projet au cœur d'un bras de fer politique, il a vu gros. Et signé le 1er février une tribune parue dans *Les Echos*, *Handelsblatt*, *El Mundo* et *Corriere della Sera*, avec pas moins de 1141 dirigeants d'entreprise et représentants de fédérations professionnelles français, espagnols,



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le commissaire chargé de la Stratégie industrielle, Stéphane Séjourné, hier à Bruxelles. (IMAGO/ZUMA PRESS)

belges ou tchèques. «Droits de douane, subventions massives, restrictions à l'exportation, violations de la propriété intellectuelle: la concurrence internationale n'a jamais été aussi déloyale. Alors que les règles du commerce sont en train d'être redéfinies, nous n'avons plus le choix», insistent les signataires. «En tant que dirigeants économiques et politiques, nous devons collectivement faire ce que nous n'avons jamais osé faire auparavant – par peur, par idéologie ou par habitude. Nous devons établir, une fois pour toutes, une véritable préférence européenne dans nos secteurs les plus stratégiques. Elle repose sur un principe très simple: chaque fois que l'argent public européen est utilisé, celui-ci doit contribuer à la production et aux emplois européens de qualité.»

«Qu'il s'agisse d'un marché public, d'une aide d'Etat ou de toute autre forme de soutien

financier, l'entreprise bénéficiaire devra produire une partie substantielle de sa production sur le sol européen. Nous devons bien sûr appliquer cette logique également aux investissements directs étrangers», précise encore le texte.

L'Allemagne figure parmi les pays les plus critiques, notamment par crainte de mesures de rétorsion chinoises

Hier, le vice-président de la Commission a donc présenté les détails de son projet de 96 pages

pour éviter que l'économie européenne reste un simple «terrain de jeu pour ses concurrents». Il s'agit notamment d'exiger des entreprises de secteurs jugés stratégiques «un nombre ou un pourcentage de composants critiques originaires d'Europe», qui varient en fonction des secteurs. «Pour certaines technologies clés, nous identifions même les composants en question: dans la batterie par exemple, il s'agit de la cellule. Dans le panneau solaire, de l'onduleur et de la cellule photovoltaïque», précise Stéphane Séjourné.

Sont particulièrement ciblés les industries à forte intensité énergétique (aluminium, ciment, acier mais aussi la chimie), le secteur automobile (véhicules électriques, hybrides rechargeables, jusqu'aux camions et bus) et les technologies propres (batteries, éolien, électrolyseurs, pompes à chaleur, photovol-

taïque, nucléaire). Pour la filière automobile, 70% de composants locaux, en dehors de batteries de fabrication partiellement européenne, devraient par exemple être exigés pour que les véhicules électriques puissent bénéficier d'aides publiques.

Eviter une déstabilisation des chaînes de production

Autre mesure: imposer une obligation d'utiliser de l'acier bas carbone dans les projets de construction et d'infrastructures. Il est aussi question de demander aux entreprises étrangères qui veulent investir en Europe pour plus de 100 millions d'euros de se prêter à certaines obligations en termes de retombées locales, par exemple celle d'avoir au moins la moitié de leurs employés basés en Europe. Et que 30% des composants achetés du produit fini proviennent de la chaîne de valeur européenne.

Ce sera désormais aux Etats membres et au Parlement européen de se pencher sur le projet. Les négociations s'annoncent complexes. Stéphane Séjourné s'est déjà heurté à de fortes résistances avant de proposer son plan. Et pas seulement au sein de l'exécutif européen.

«C'est plus qu'un changement de mode opératoire, c'est un changement de doctrine encore impensable il y a quelques mois»

STÉPHANE SÉJOURNÉ, COMMISSAIRE EUROPÉEN CHARGÉ DE LA PROSPÉRITÉ ET DE LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE

L'Allemagne, qui perd près de 10 000 emplois industriels par mois, figure parmi les pays les plus critiques, avec les Etats baltes et les pays scandinaves, notamment par crainte de mesures de rétorsion de la part de la Chine. Pour rappel, l'UE a enregistré en 2025 un déficit commercial record de 360 milliards d'euros vis-à-vis de la Chine. Berlin a du coup milité en faveur de mesures très ciblées. Et a aussi insisté pour que des pays partenaires ne soient pas exclus du dispositif, pour éviter une déstabilisation des chaînes de production. La crainte d'une lourde bureaucratie fait également office d'épouvantail.

Le président français, Emmanuel Macron, reste un des premiers défenseurs et promoteurs de cette «préférence européenne», et prêche presque dans le désert à un moment où le concept peinait à s'imposer. Les différentes crises qui se sont succédé depuis – de la pandémie de covid à la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump, en passant par l'invasion de l'Ukraine – ont servi de coups d'accélérateur. Jusqu'à l'imposer à la table des Vingt-Sept. Des pays tiers s'en sont également mêlés, comme le Canada, le Royaume-Uni ou le Japon, soucieux de préserver leurs intérêts. Et bien sûr l'administration Trump. ■